



Introduction : Formes émergentes de citoyenneté au Québec

Patricia Martin¹
et
Stéphane Guimont Marceau¹

Département de Géographie
Université de Montréal²

Le Québec vit, comme d'autres sociétés, de profondes transformations aux niveaux économique, politique, culturel et social. Ce numéro spécial se propose d'offrir un portrait analytique de certaines de ces transitions et articulations, à travers une série d'articles qui étudient des formes émergentes de citoyenneté. Il paraît, de surcroît, à un moment charnière. En 2012, l'une des mobilisations sociales les plus importantes de l'histoire du Québec a en effet transformé et structuré son avenir politique. Il s'agit de la grève étudiante qui a éclaté en février 2012 et s'est poursuivie jusqu'en septembre de la même année dans certains cas (voir Dufour 2012; Oswin 2012). Bien que le déclencheur de ce soulèvement ait été, à l'origine, l'augmentation annoncée des frais de scolarité, la grève (et sa non résolution) a secoué profondément l'ensemble du tissu politique québécois. Les enjeux soulevés par la grève comprennent le futur des droits sociaux et économiques au Québec ; les modes légitimes de gouvernance démocratique (mobilisations sociales et manifestations populaires contre démocratie électorale) ; et l'utilisation «adéquante» de la loi et de l'ordre pour contenir les manifestations. En mai, le gouvernement a imposé une «loi spéciale» hautement punitive afin de



¹ Published under Creative Commons licence: Attribution-Noncommercial-No Derivative Works

² Ce numéro spécial vise à réunir des chercheurs et des chercheuses, majoritairement francophones, engagés(es) dans le champ de la géographie humaine critique. Nous espérons que, même si les articles sont rédigés en français, ils puissent servir de base à un dialogue et à des échanges entre des lectorats de diverses langues.

briser le mouvement étudiant, pour ensuite déclencher, au mois d'août, des élections générales³.

Même si le mouvement étudiant semble avoir laissé dans l'ombre certains enjeux cruciaux, il peut servir de lien intéressant aux articles de ce numéro. Tel qu'il sera abordé dans la discussion théorique sur la citoyenneté présentée ci-dessous, un examen critique de la formation de la citoyenneté devrait porter attention autant aux «centres» de citoyenneté, qu'aux lieux qui se situent d'avantage «en marge» de ces derniers, étant donné qu'ils sont imbriqués de manières complexes les uns aux autres. Le mouvement étudiant apparaît à un moment où les structures formelles de la politique québécoise sont en transformation et marquées par beaucoup d'incertitude. Cela crée un terrain complexe pour les enjeux soulevés dans ces articles. Avant de les présenter un à un, nous allons traiter de la citoyenneté dans le contexte québécois. Nous aimerions toutefois camper d'abord brièvement quelques jalons théoriques clés dans la discussion actuelle autour de la citoyenneté, jalons qui encadrent les recherches présentées ici. Nous débutons ainsi avec une discussion sur les assises générales qui soutiennent ce que Marston et Mitchell (2004) appellent la «formation de la citoyenneté». Nous aborderons ensuite l'enjeu du contexte québécois et de ses subjectivités spatiales et temporelles, pour terminer par l'idée de la citoyenneté en tant qu'«acte» (Isin et Nielsen 2008).

Le processus contemporain de formation de la citoyenneté

La citoyenneté, tel que suggéré récemment (Staeheli 2011; voir aussi Nyers 2004), est un objet théorique rempli de contradictions et utilisé à toutes les sauces, à tel point qu'il semble invitant, voire nécessaire, de l'abandonner. Toutefois, lorsque nous nous déplaçons de l'abstraction politique vers une analyse contextualisée des paysages politiques contemporains, l'importance de la citoyenneté comme outil d'analyse se fait plus évidente. Replacé dans son contexte, il devient clair que le processus de formation de la citoyenneté ne repose pas sur tout et son contraire, mais aide plutôt à délimiter et à mettre en lumière des lieux de transformation politique et sociale. Les débats sur la citoyenneté demeurent plus pertinents et plus structurés que les positions théoriques le laissent parfois penser. Par exemple, les sujets des articles présentés dans ce numéro -la vidéo autochtone, les jeunes urbains marginalisés, les demandeurs d'asile, de même que la négociation des frontières entre communautés anglophones et francophones- abordent des enjeux cruciaux du Québec contemporain. Ces enjeux représentent différents lieux de négociations autour de divers processus d'inclusion et

³ Le 4 septembre 2012, les électeurs québécois ont élu un gouvernement minoritaire du Parti québécois (59 sièges) sous la direction de Pauline Marois, avec une opposition officielle formée par le Parti libéral du Québec (50 sièges). Le premier ministre sortant, Jean Charest, n'a pas vu son mandat de député reconduit. Québec solidaire, un petit parti souverainiste plus à gauche que le Parti québécois, a élu deux députés, alors que la Coalition Avenir Québec, plus à droite, en a élu 19. Parmi les premières mesures du nouveau gouvernement figurent l'annulation de la hausse prévue des frais de scolarité, l'abrogation de la loi spéciale et l'annonce de la tenue d'un Sommet sur l'éducation supérieure.

d'exclusion. Analyser ces enjeux en passant par l'optique de la citoyenneté, représente donc un moyen (non-exhaustif) pour penser les changements qui bouleversent directement l'expérience du politique. N'en demeure pas moins que ces articles sont écrits à un moment où la teneur des discussions sur la citoyenneté change de façon significative. Alors qu'il semblait autrefois que la prolifération des études sur la citoyenneté signifiait un retour du politique et une expansion conséquente de l'horizon démocratique (selon Laclau et Mouffe 1985), les discussions actuelles autour de la citoyenneté soulèvent d'importantes préoccupations quant au possible recul de la nature du politique, comme semblent le démontrer par exemple les directives néolibérales et de sécurité qui fragilisent les droits individuels et collectifs (Marston et Mitchell 2004; Mitchell 2005), ainsi que les menaces qui pèsent sur les fondations mêmes de la citoyenneté moderne comprise comme étant produite par la souveraineté de l'État-nation (Brown 2010). Les articles de ce numéro spécial ne sont pas particulièrement pessimistes en ce qui concerne les possibilités de la citoyenneté au Québec. Collectivement et de façon implicite cependant, ils servent une mise en garde en soulevant les limites de la nature actuelle de la formation de la citoyenneté. Nous y reviendrons lorsque nous introduirons les articles un par un.

La citoyenneté réfère traditionnellement à l'appartenance à une communauté politique. Techniquement, ce *membership* est établi à travers une série de droits et d'obligations en relation avec l'État et les autres membres de la communauté politique (Lister 2007). De façon normative, la citoyenneté repose sur l'idéal de l'«équité des statuts» et est traversée par le sentiment d'appartenance (*ibid.*). Les études critiques de la citoyenneté mettent toutefois en lumière le fait que la citoyenneté médiatise et est médiatisée par une série de relations et d'institutions formelles et informelles, incluant celles qui s'articulent à travers l'État, le Marché, la communauté, le quartier et le foyer (Marston et Staeheli 1994; Marston et Mitchell 2004). En ce sens, la citoyenneté est liée de manière complexe au social (Brodie 2008). En outre, la citoyenneté peut être l'objet de mobilisations populaires et de luttes pour l'inclusion, autant que de technologies de contrôle et d'exclusion (Isin 2009). Voilà pourquoi, à la suite de Marston et Mitchell (2004 : 95, traduction libre), nous trouvons le concept de «formation de la citoyenneté», qui réfère à une «construction sociale, politique, culturelle, économique et légale non-statique et non-linéaire», particulièrement utile puisqu'il tient compte des multiples façons de négocier les citoyennetés au sein d'espaces sociaux hétérogènes.

Il a été démontré que les contours de la citoyenneté contemporaine sont largement sous pression. La globalisation néolibérale ébranle les notions progressistes de citoyenneté sociale, de même que les pratiques étatiques de redistribution, en défaisant les compromis sociaux qui caractérisent les formes keynésiennes de la citoyenneté (Isin et Turner 2007). Les prérogatives néoconservatrices de protection des frontières, des populations et des mouvements, restreignent en outre les libertés civiles et politiques, et modifient inévitablement

les contours de l'action politique (Brown 2003; Nyers 2004). Comme Brown (2010) l'a clairement exposé, la globalisation compromet sévèrement la nature même de la souveraineté de l'État et de son dérivé, la « souveraineté populaire », ainsi que, par conséquent, de l'espace du politique. L'auteure affirme même, de façon sans doute controversée, qu'il « semblerait qu'il ne puisse y avoir de vie politique sans souveraineté » (2010 : 51, traduction libre).

Les structures formelles de la citoyenneté ne sont pas les seules à se transformer. Les subjectivités modernes, et par extension les subjectivités politiques, sont aussi en changement, même si cette idée peut s'avérer plus compliquée à appréhender. Cette transformation s'opère à plusieurs niveaux. En premier lieu, les cultures émergentes de la peur minent le calcul rationnel des gens en créant des individus et des groupes « anxieux » (Isin 2004; Nyers 2004). Dans la même veine, les pratiques étatiques contemporaines, qui déploient des méthodes actuarielles pour gérer le risque, transposent tout sens d'humanité et d'individualité en chiffres et en probabilités (Nyers 2004; Shamir 2005; voir aussi Boudreau, ce numéro). Par ailleurs, Brown (2010) suggère que la religiosité et la théologie déplacent le sécularisme comme base de la formation du sujet. Staeheli (2011) soutient en outre que les discours politiques reliés à la « tolérance » et à la « responsabilité » durcissent les représentations de l'« Autre », rendant le dialogue entre les différences sociales de plus en plus difficile. Finalement, le recul de l'État et la reconfiguration du Marché ouvrent de nouveaux espaces pour les pratiques de l'informel et de l'urgence (Pedrazzini et Sanchez 1998; Boudreau, ce numéro). Ces tendances pourraient signaler une forte rupture entre les groupes sociaux exclus, l'État et la société, qui ferait en sorte que la citoyenneté ne représenterait pas un outil analytique adéquat pour appréhender leurs relations. Loin de nous l'idée de dépeindre une « citoyenneté du 20^e siècle » romantique (avec son idéal racialisé, sexué, de classe et logocentrique) ; néanmoins, à première vue, les tendances résumées ici suggèrent que, de multiples façons, les pratiques et les discours politiques dominants recadrent la subjectivité de la citoyenneté de manière à déprécier les acteurs qui se dédient à des pratiques critiques, autonomes et dialogiques.

Certains auteurs mettent en garde contre les analyses de la citoyenneté ancrées dans l'inéluctable déclin de l'État-nation (Nyers 2004). D'autres, notamment les géographes féministes, continuent de rappeler que nous ne devrions pas concéder trop de pouvoir à des récits sur les changements politiques et économiques globaux et désincarnés (Nagar *et al.* 2002; Oldfield *et al.* 2009; Pain 2009). Ces positions sont novatrices par rapport à certaines idées clés concernant les tensions entre les idées/idéaux de citoyenneté et la transposition de ces idées en contextes géographiques et historiques. Tandis que l'État-nation a été un élément central de la formation de la citoyenneté dans la période moderne, la citoyenneté est, en fait, multiscalaire et structurée par des processus qui sont à la fois plus locaux et plus globaux. Isin (2009) insiste sur le fait que les espaces du politique n'ont jamais correspondu aux frontières de l'État-nation. Cette prise en compte

permet de dessiner une disposition post-nationale, voire post-westphalienne, des lieux de pouvoir et de résistance, incluant de nouveaux espaces de formation de la citoyenneté. Les analyses contemporaines de la « formation de la citoyenneté » devraient avoir une double optique : d'une part évaluer de façon critique les trajectoires temporelles et spatiales des « centres » historiques de la citoyenneté, et, d'autre part, porter attention aux constellations spatiales et temporelles d'actes, d'acteurs et de mouvements politiques alternatifs.

Staeheli (2011) met en outre l'emphase sur l'importance de contextualiser la citoyenneté dans le temps et dans l'espace. De cet argument découlent différentes implications. Il suggère d'abord que les temporalités et les spatialités de la formation de la citoyenneté diffèrent d'un endroit à l'autre. Par exemple, pendant qu'au Nord le déclin de l'État providence et la détérioration de la souveraineté de l'État sont des enjeux cruciaux, dans d'autres régions du monde, la complexité de la formation des États post-coloniaux représenterait une meilleure base pour conceptualiser la citoyenneté (voir Mamdani 1996; Ahluwalia 1999; Oldfield *et al.* 2009). Il est donc important de porter attention aux façons dont les processus politiques, économiques et sociaux se déploient dans l'espace, en ébranlant les idéaux et les abstractions politiques. L'idée de contextualiser la citoyenneté va cependant plus loin. La citoyenneté est d'abord une relation vécue, qui existe grâce au tissu des relations sociales, et qui y prend vie. Cette conception nous rapproche d'une perception de la citoyenneté comme « quotidienne » (voir Dickinson *et al.* 2008; Gilbert et Veronis ce numéro). Oldfield *et al.* (2009) saisissent très bien cette vision à travers l'idée de « forger la citoyenneté ». Comme elles le soutiennent, les recherches qui mettent de l'avant la subjectivité et l'« agencéité » des individus et des groupes, surtout « les corps dits marginaux dans des espaces marginaux », mettent en lumière les « processus de négociation et de corroboration de la citoyenneté dans des contextes locaux » (*ibid.* : 1-2, traduction libre). De même, contextualiser la citoyenneté dans l'espace et dans le temps souligne ce qu'Isin (2009) appelle la « citoyenneté militante », c'est-à-dire les multiples trajectoires politiques à travers lesquelles les acteurs recherchent des droits. La citoyenneté militante est celle qui défie continuellement les notions reçues de citoyenneté, notamment ses exclusions, tout en dévoilant de nouveaux agendas théoriques, empiriques et politiques. Finalement, les analyses contextualisées de la citoyenneté peuvent permettre d'explorer les contours actuels de la citoyenneté, en soulignant la transformation, entre autres, des absences et des présences de l'État et des autres institutions et relations qui structurent la citoyenneté. Nous pouvons ainsi comprendre les formes émergentes de citoyenneté comme de nouveaux sujets politiques qui interagissent avec ces contextes changeant.

Le contexte québécois

Ce numéro spécial concerne un territoire particulier, celui du Québec. Bien qu'il soit impossible de saisir totalement la complexité de la citoyenneté au Québec, certaines remarques générales préliminaires demeurent essentielles à une meilleure compréhension. L'un des moments fondateurs du Québec contemporain

est la Révolution tranquille des années 1960. Cette transformation sociale et politique qui a consolidé le pouvoir politique et économique des francophones de toute la province, a aussi mené à la construction d'un système politique socio-démocrate. De fortes institutions politiques, de même que de généreux programmes sociaux (soins de santé, éducation, etc.), ont caractérisé cette « vaste stratégie institutionnelle » connue comme le système québécois (Thériault 2011). Associée à l'expression renouvelée du nationalisme québécois, la Révolution tranquille a parfois été teintée de radicalisme politique et social, alors qu'elle s'est partiellement dirigée vers la création d'un État indépendant. Deux référendums en faveur de la souveraineté du Québec ont été tenus en 1980 et 1995, sans succès. Ainsi, alors que le Québec jouit d'un statut particulier au sein du Canada, sa relation avec celui-ci n'est pas entièrement définie, elle demeure minée, soumise à une instabilité constante. Il s'agit d'un sujet fortement politisé, non seulement entre les gouvernements et les peuples canadiens et québécois, mais aussi à l'intérieur même du Québec.

Peu à peu, les principes directeurs du système québécois se sont néanmoins modifiés. Comme le démontre T. Martin (2012), dans les années 1980, une version « post-keynésienne » du système québécois a émergé, dans laquelle le gouvernement s'est mis à rechercher des « partenariats » avec des acteurs, particulièrement de la société civile. Selon l'auteur, le gouvernement libéral de Jean Charest (2003-2012) s'est engagé dans la néolibéralisation du contrat social, telles que le montrent ses positions sur l'environnement, l'éducation, la santé et le développement territorial. De la même façon, Salée (2001) note un changement dans le discours nationaliste dominant, qui passe d'un discours basé sur une formulation ethnique et culturelle, à un discours basé sur la citoyenneté et le territoire. En théorie, cette dernière formulation, appuyée sur une forme civique de construction de la nation, concerne tout le monde et fait plus de place aux différences historiques et au caractère résolument multiethnique du Québec. Toutefois, selon Salée, les discours multiculturels sur l'inclusion cherchent souvent à modérer et à contenir les demandes de reconnaissance de la différence, au lieu de reconnaître pleinement leur fondations épistémologiques et politiques. Qui plus est, à travers des pratiques et des affiliations transnationales, certains mouvements sociaux contemporains défient l'identité nationale québécoise (et canadienne) (voir Labelle et Rocher 2004).

Les événements récents confirment, en outre, que les structures larges de la citoyenneté au Québec sont en train de se modifier. Le mouvement étudiant, mentionné ci-dessus, -de même que la réponse rigide du gouvernement- soulignent de profondes fractures (idéologiques, générationnelles) en ce qui a trait aux principes qui devraient guider la société québécoise. Dupuis-Déri (2008) fait état d'une résurgence des mouvements sociaux au Québec depuis les manifestations anti-globalisation qui ont secoué la ville de Québec lors du Sommet des Amériques en 2001. Il faut aussi mentionner des transformations importantes sur la scène politique. Les « vieux » partis politiques sont soumis à la critique. Le Bloc

québécois, un parti souverainiste, a été littéralement balayé du Parlement fédéral en 2011, alors que sur la scène provinciale, de nouveaux partis menacent l'alternance traditionnelle bipartiste du système électoral (voir note 2). Au palier fédéral, l'élection d'une majorité conservatrice sous l'égide de Stephen Harper – qui a lancé une réorientation majeure de la politique fédérale⁴-, alors que les Québécois ont voté en majorité pour un parti plutôt de centre-gauche, le NPD, signifie que le Québec est représenté par une minorité politique différente de celle qui le représentait auparavant. Bien que changeants, ces processus pourraient signifier une transformation significative du système québécois, ainsi que du compromis délicat entre les paliers fédéral et provincial qui soutient ce système.

La société québécoise est par ailleurs traversée par des processus politiques, sociaux et économiques plus larges qui influencent les luttes autour de la citoyenneté. Le Québec est issu d'un projet colonial, et sa société a toujours été et continue d'être multiethnique et multiculturelle (Labelle *et al.* 2004). Les revendications autochtones déstabilisent le cœur des récits nationaux d'appartenance territoriale, tout en soulignant la violence (toujours actuelle) de la dépossession (voir Labelle *et al.* 2004; Guimont Marceau, ce numéro). La migration transnationale – à la fois historique et contemporaine- défie de son côté le modèle de société politique centrée sur l'État-nation. Alors que les discours officiels sur la nation québécoise se modifient, les processus d'intégration/reconnaissance continuent à représenter des défis cruciaux, autant pour les Premières Nations, que pour les communautés immigrantes, particulièrement les migrants venus du « Sud » (Salée 2001; Labelle *et al.* 2004). Ces groupes continuent à rencontrer des obstacles structurels les empêchant de jouir d'une pleine citoyenneté. Finalement, le Québec est une société qui s'urbanise rapidement et qui est engagée profondément dans les circuits et les flux globaux de symboles, d'information, d'objets et de corps. En bref, malgré les tendances nationales désirant fixer certaines vérités historiques et territoriales, le territoire demeure mobile et la vérité, évasive.

La formation de la citoyenneté dans le Québec contemporain

Les sujets abordés dans les articles présentés dans ce numéro explorent des formes émergentes de citoyenneté, particulièrement au sein de groupes qui occupent différents espaces marginaux. Deux de ces articles concernent des formes contemporaines de formation de la citoyenneté au sein de groupes possédant des racines historiques, mêmes complexes et contestées, les Premières Nations (Guimont Marceau) et les communautés anglophones (Gilbert et Veronis). Les deux autres articles discutent de groupes résolument actuels : des groupes de jeunes urbains marginalisés (Boudreau) et des demandeurs d'asile (Martin *et al.*). Deux articles s'intéressent aux pratiques quotidiennes – ou les *habitus* de

⁴ Particulièrement dans les sphères de l'immigration, de l'environnement, du contrôle des armes à feu et de la culture.

(non) citoyenneté (Gilbert et Veronis; Boudreau)-, alors que les deux autres parlent de différents modes de « citoyenneté militante » et de la quête de droits et de reconnaissance aux marges de l'État-nation (Guimont Marceau; Martin *et al.*). Pris dans leur ensemble, les articles de ce numéro spécial nous aident à réfléchir aux différents fragments des formes de citoyenneté de la modernité tardive, tels qu'imbriqués dans les territoires québécois et reflétés par ceux-ci. Voici la présentation de chacun de ces articles.

Le premier article, écrit par Anne Gilbert et Luisa Veronis, traite de la relation entre les communautés francophones et anglophones, l'un des enjeux centraux du politique, de l'identité et de la citoyenneté au Québec. L'article le fait cependant d'un angle novateur, en explorant les formes quotidiennes de pratiques de citoyenneté parmi les minorités anglophones de Gatineau, une ville située sur la frontière entre le Québec et l'Ontario dans la communauté urbaine de la capitale canadienne. Cette population possède des racines historiques dans la région, mais a aussi montré une récente croissance démographique. Avec la Révolution tranquille, les communautés anglophones à travers le Québec ont expérimenté une reconfiguration importante de leur citoyenneté, perdant entre autres leur représentation officielle comme *anglophones* aux paliers provincial et fédéral. Depuis, les communautés anglophones ailleurs au Québec ont manœuvré pour conserver un certain pouvoir au niveau municipal, ce qui n'a pas été le cas à Gatineau. Alors comment les anglophones exercent-ils leurs droits ? Gilbert et Veronis décrivent la construction d'une forme flexible de citoyenneté, ancrée dans des quartiers particuliers articulés en archipels avec la municipalité d'Ottawa (de l'autre côté de la frontière). Les anglophones exercent une citoyenneté « affinitaire », en évitant, semble-t-il, les espaces à connotations francophones. Ces pratiques comportent parfois des contradictions et des ambiguïtés, comme lorsque certains anglophones défendent leur identité québécoise s'ils se voient confrontés à des commentaires négatifs sur le Québec. Cette citoyenneté affinitaire est marquée par un retrait relatif de la politique formelle à travers ce que l'on pourrait appeler un « repli identitaire » (achats, services, activités sociales).

Malgré le fait que la population que Gilbert et Veronis décrivent est à la fois marginale et marginalisée au sens politique formel, elle demeure un groupe bien ancré, encore capable d'exercer ses droits. Ces caractéristiques reflètent certainement leur classe sociale et leur race/ethnicité autant que leur appartenance linguistique. Ces pratiques ancrées (même si elles sont flexibles) contrastent drastiquement avec les topographies de la citoyenneté décrites dans les autres articles de ce numéro. D'une certaine façon toutefois, ils examinent tous des luttes et des régulations autour des frontières de la citoyenneté. Les protagonistes de ces luttes sont souvent invisibles, ne laissant derrière eux que les traces politiques de leur présence.

L'article de Julie-Ann Boudreau tente d'appréhender la « place » des jeunes et des gangs de rues à Montréal. Cet article débute avec une analyse des cultures de l'urbanité qui sont liées aux jeunes et aux gangs de rues. Les modalités de

l'urbanité qui figurent ici sont associées aux côtés « instables » ou « imprévisibles » de l'urbanité : la vitesse, la mobilité, la complexité, l'étrangeté, l'altérité (en opposition à un idéal d'urbanité moderne, rationnelle et cultivée). Les « cultures de l'urgence » à l'intérieur desquelles les jeunes urbains vivent possèdent des expressions spatiales et temporelles complexes. Comme l'écrit l'auteure, « Ce rapport topologique à l'espace signifie également un rapport discontinu et réticulaire au temps, conçu comme une succession de situations (toujours actuelles, immédiates, présentes) plutôt que comme une durée linéaire continue (passé, présent, futur) » (page 528). Cette topographie est en outre reliée à des actions qui sont souvent le fruit d'un moment spécifique dans l'espace et dans le temps, ajoutant en cela au sens de l'imprévisible. En réponse à l'anxiété créée par les jeunes de la rue à Montréal, la Ville a mis en place une série de programmes pour gérer les jeunes « à risque ». La logique de ces programmes est assez différente de celle qui sous-tend l'action des jeunes. Linéaires, interventionnistes et actuariels, ces programmes visent des quartiers spécifiques ; réduisent des comportements individuels et sociaux complexes à des probabilités statistiques et refusent d'octroyer une légitimité sociologique aux « acteurs » et à leurs « actions ». Boudreau place par ailleurs l'action politique des jeunes de la rue à l'intérieur de la sphère informelle, qualifiant leur relation à l'État de « négociée » plutôt que de « conflictuelle ». La présence de sphères informelles signale, à son avis, « l'affaiblissement des modes de régulation sociopolitique modernes » (page 541). Bien qu'elle reconnaisse que les gangs de rues sont des acteurs politiques, elle questionne la possibilité que leurs actions représentent une recherche de citoyenneté. Leur présence en elle-même illustre l'affaiblissement de l'État, alors que leur mode d'action politique (celui de la négociation), pourrait indiquer des dynamiques qui tombent en-dehors du champ de la citoyenneté. Le degré auquel ces acteurs recherchent une reconnaissance, des droits et une inclusion demeure, cependant, incertain. En ce sens, cet article se fait assez provocateur grâce à son questionnement des limites de la citoyenneté dans un monde où les espaces et les processus de l'informalité gagnent du terrain.

Le troisième article, écrit par Stéphane Guimont Marceau, explore la participation de jeunes autochtones au Wapikoni mobile, un projet indépendant qui enseigne la production et la création vidéo. L'auteure interroge la participation de ces jeunes au projet et aux multiples espaces de dialogue qui en ont émergé directement ou indirectement, comme une possible contribution à de nouvelles formes de citoyenneté (autochtone) au Québec. Le Wapikoni mobile fait face à des héritages de dépossession territoriale, culturelle et politique qui ont produit des espaces d'isolement et de non-citoyenneté pour les Premières Nations. Dans ce contexte, Guimont Marceau démontre clairement les transformations subjectives profondes vécues par ces jeunes des Premières Nations suite à leur participation au Wapikoni mobile. À travers leur vidéo et leur prise de parole, ils investissent des espaces de dialogue dans des lieux à différentes échelles : au sein et entre des communautés autochtones du Québec ; entre Autochtones et non-Autochtones au Québec ; entre Autochtones à travers le monde ; et avec d'autres groupes

globalisés. En ce sens, ces jeunes acteurs posent des actes de citoyenneté reliant de nouveaux territoires de reconnaissance, d'affirmation et d'action qui échappent à la logique à la fois des réserves indiennes et de l'État-nation. Toutefois, comme le suggère l'auteure, il est difficile de savoir comment et de quelles façons, ces transformations subjectives pourraient mener à des changements significatifs des droits des Premières Nations au Québec. Le Wapikoni mobile et les espaces de dialogue créés par ses participants, occupent un espace ambigu. Ils sont forcés de naviguer à travers un terrain politique marqué d'une part par l'idéal de la « contre-sphère publique » (selon Nancy Fraser) et, d'autre part, par la figure néolibérale et multiculturelle de l'« *indio permitido* » (selon Charles Hale). Tels sont les enjeux complexes de l'identité et de la représentation à l'ère de la globalisation.

Le dernier article, rédigé par Patricia Martin, Annie Lapalme et Mayra Roffe Gutman, reprend également les thèmes de la reconnaissance et de la justice, mettant l'accent sur le phénomène des demandeurs d'asile mexicains vivant au Québec. Le Canada a connu, au cours des dernières années, une hausse importante du nombre de demandeurs d'asile en provenance du Mexique. Les auteures, troublées par les allégations fortement stéréotypées des autorités canadiennes, ont cherché à interpréter ce phénomène à partir de la perspective des demandeurs d'asile eux-mêmes. Leur article se déplace aussi à une échelle spatiale supérieure, en examinant, de manière critique, la construction de la citoyenneté dans l'espace nord-américain. Elles soutiennent que ce sont des impératifs néolibéraux et de sécurité qui sont à la base des modalités de gouvernance donnant corps à l'Amérique du Nord (à savoir l'ALÉNA et le PSP). Ces structures émergentes de gouvernance sont profondément excluantes et punitives à l'égard des citoyens mexicains, des caractéristiques qui se reflètent dans les politiques canadiennes actuelles envers les demandeurs d'asile mexicains. Les auteures analysent par la suite les récits de certains demandeurs d'asile mexicains résidant dans la ville de Montréal. Leurs histoires exposent des patrons d'impunité ainsi que de criminalité transnationale ; rendent visible l'émergence d'une itinérance transnationale ; et démontrent la difficulté de « suivre les règles » qui gouvernent l'Amérique du Nord. Les auteures prétendent que le geste de demander l'asile constitue un acte de citoyenneté, du fait qu'à travers cet acte, les demandeurs d'asile remettent directement en question les discours dominants structurant l'espace nord-américain, en même temps qu'ils réclament reconnaissance et inclusion au sein du Canada. En théorisant la citoyenneté en lien avec l'Amérique du Nord, les auteures démontrent qu'au Québec, tout comme ailleurs, certaines luttes autour de la citoyenneté sont entraînées par des processus qui échappent au contrôle de la province. Des milliers de Mexicains ont néanmoins tenté de faire du Québec leur foyer (en apprenant le français, en travaillant, en élevant une famille). Malgré que seulement près de 10% des demandes d'asile sont éventuellement acceptées, ce vaste mouvement de population laissera inévitablement des traces dans le paysage politique et social québécois.

Les articles de ce numéro spécial démontrent de façon exemplaire les topographies complexes de la citoyenneté, non seulement en terme de pratiques spatiales localisées (Gilbert et Veronis; Boudreau), mais aussi en reflétant les imbrications à différentes échelles de l'espace et de la citoyenneté (Guimont Marceau; Martin *et al.*). En ce sens, un autre thème implicite qui traverse ces articles est celui de la mobilité, que ce soit pour franchir une frontière provinciale, s'approprier un espace urbain, participer à des échanges au niveau national ou international, ou encore revendiquer l'asile politique à l'étranger. Dans tous les cas, les identités, les droits et les statuts sont faits (et défaits) à travers ces mouvements. Il est aussi intéressant de considérer ce que ces articles nous disent de la présence de l'État et de sa relation au processus de formation de la citoyenneté. Boudreau, de même que Martin *et al.*, abordent directement cet enjeu. Boudreau étudie les technologies « souples » de contrôle des frontières – les statistiques et les probabilités- déployées contre une population perçue comme une menace interne. Martin *et al.*, de leur côté, explorent les technologies « rigides » de protection des frontières –la détention et la déportation- utilisées contre une population que le gouvernement canadien conçoit comme une menace externe. Toutes ces technologies permettent un processus de déshumanisation de l'« Autre » qui ne présage rien de bon pour les groupes marginaux forcés d'opérer aux limites de la loi. Les deux autres articles sont plus ambigus à cet égard. Dans l'article de Gilbert et Veronis, on distingue en filigrane la présence de l'État qui structure la géographie localisée de la citoyenneté anglophone à Gatineau, surtout en ce qui a trait aux services offerts. Les auteures notent un retrait relatif de l'État-providence, de même qu'un retrait politique des personnes interrogées, particulièrement au niveau municipal. Ensemble, ces tendances pourraient suggérer une privatisation de la citoyenneté. Finalement, Guimont Marceau examine les effets d'un projet qui origine de la société civile et qui cherche à établir, pour les Premières Nations, un contrôle sur leurs représentations à travers la vidéo autochtone. Bien que les participants semblent univoques quant à l'*empowerment* individuel et collectif que le Wapikoni mobile offre aux jeunes des Premières Nations, certains expriment une préoccupation concernant la transposition de cet *empowerment* en retombées concrètes pour les communautés autochtones. En même temps, les récentes coupures de subventions fédérales démontrent comment les ressources de l'État peuvent être cruciales pour supporter de nouvelles modalités de formation de la citoyenneté.

Remarques finales

En guise de conclusion, nous voudrions revenir brièvement sur la grève étudiante. Le « printemps québécois » a mis en lumière de manière frappante certaines des pratiques qui distinguent le Québec de l'Amérique du Nord anglophone. Celles-ci comprennent l'importance de l'héritage historique, tel que le projet (la promesse) de longue date de la gratuité scolaire ; les différences institutionnelles, tel que le rôle central que les associations étudiantes au niveau collégial et universitaire jouent dans la formation et la mobilisation politique ; ainsi

qu'une culture politique étendue qui se traduit par la capacité de faire descendre des centaines de milliers de personnes dans la rue, et ce à plusieurs reprises⁵. Bien qu'à plusieurs égards il demeure de classe moyenne, urbain, blanc et francophone, certains aspects et courants critiques du mouvement étudiant indiquent la présence de nouveaux terrains politiques. Le mouvement traverse aussi les barrières linguistiques, des étudiants des universités anglophones Concordia et McGill y ont pris part. Nous (les auteures) avons distingué ailleurs les traces d'une politique de coalition entre le mouvement social et des groupes autochtones ou des groupes de défense des droits des migrants. Malgré que ces connections demeurent complexes et fragiles, voire contestées (voir Mullings 2012), des rapprochements directs existent bel et bien entre le mouvement étudiant et d'autres luttes pour la citoyenneté comme celles abordées dans les articles réunis dans ce numéro spécial. En ce sens, les enjeux présentés dans ces articles ne sont pas isolés ou fragmentés, comme ils pourraient, au premier abord, le laisser présager. Lorsqu'appréhendés en lien avec la grève étudiante, ils soulignent que les formes, les identités et les pratiques de citoyenneté militante et critique sont peut-être en train de changer au Québec. Des changements qui pourraient se faire dans le respect d'ancrages historiques, mais au diapason de luttes et débats contemporains.

Remerciements

Ce numéro spécial résulte d'une série de conférences qui ont eu lieu au département de Géographie de l'Université de Montréal entre 2009 et 2010. Nous voudrions remercier l'équipe éditoriale d'ACME pour son appui à ce projet, particulièrement Myriam Houssay-Holzschuch pour sa coordination. Nous désirons aussi remercier Myriam Houssay-Holzschuch, Lynn Staeheli, Daniel Salée et Annie Lapalme pour leurs commentaires judicieux sur l'introduction de ce numéro spécial.

Références

- Ahluwalia, P. (1999). Specificities: Citizens and Subjects, Citizenship, Subjectivity and the Crisis of the Modernity. *Social Identities: Journal for the Study of Race, Nation and Culture*. 5(3): 313-329.
- Brodie, J. (2008). The Social in Social Citizenship. Dans *Recasting the Social in Citizenship*. E. Isin (dir.), Toronto: University of Toronto Press.
- Brown, W. (2010). *Walled States, Waning Sovereignty*. New York : Zone Books.
- Brown, W. 2003. Neo-liberalism and the End of Liberal Democracy. *Theory and Event* 7(1) http://muse.jhu.edu/journals/theory_and_event/toc/tae7.1.html.

⁵ Pour visionner des documents récents sur les manifestations du «printemps érable» : vimeo.com/47205376 et vimeo.com/42848523

- Dickinson, J., Andrucki, M. J., Rawlins, E., Cook, D. et V. (2008). Introduction : Geographies of Everyday Citizenship. *ACME : An International E-Journal for Critical Geographies* 7 (2):100-112.
- Dufour, P. (2012). Ténacité des étudiants québécois. *Le Monde diplomatique*. Juin p. 6.
- Dupuis-Déri, F., dir. (2008). *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux.
- Isin, E. (2004). The neurotic citizen. *Citizenship studies* 8: 217-235.
- Isin, E. (2009). Citizenship in flux : The figure of the activist citizen. *Subjectivity* 29: 367-388.
- Isin, E. et Nielsen, G. (dir). (2008). *Acts of Citizenship*. London et New York : Zed Books.
- Isin, E. et Turner, B. (2007). Investigating Citizenship: An Agenda for Citizenship Studies. *Citizenship Studies* 11(1): 5-17.
- Labelle, M. et Rocher, F. (2004). *Contestation transnationale, diversité et citoyenneté dans l'espace québécois*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Labelle, M., Rocher, F. et Field, A-M. (2004). La politique de contestation transnationale des minorités ethniques et racisées. Vers l'émergence d'une identité post-nationale? Dans *Contestation transnationale, diversité et citoyenneté dans l'espace québécois* (M. Labelle et F. Rocher, dirs.) Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, pp. 44-105.
- Laclau, E. et Mouffe, C. (1985). *Hegemony and Socialist Strategy*. Verso : London and New York.
- Lister, R. (2007). From object to subject: including marginalized citizens in policy making. *Policy & Politics* 35(3): 437-455.
- Mamdani, M. (1996). *Citizen and subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton: Princeton University Press.
- Marston, S. et Mitchell, K. (2004). "Citizens and the State: Citizenship Formations in Space and Time. Dans, *Spaces of Democracy*, C. Barnett and M. Low (dir.). London and Thousand Oaks: Sage, p. 93-112.
- Martin, T. (2012). "Le modèle québécois à l'épreuve du Plan Nord." Dans *L'État du Québec 2012* (M. Fahmy, dir.). Boréal: Montréal, pp. 400-413.
- Mitchell, D. (2005). The S.U.V. Model of Citizenship: Floating Bubbles, Buffer Zones, and the Rise of the 'Purely Atomic' Individual, *Political Geography* 24, 77-100.

- Mullings, B. (2012). Making our educational system well and truly a space where equality reigns and differences are respected (forum on Quebec student strikes). *Environment and Planning D – Society and Space*; On line forum, <http://societyandspace.com/2012/08/18/beverley-mullings-making-our-educational-system-well-and-truly-a-space-where-equality-reigns-and-differences-are-respected-forum-on-quebec-student-strikes>
- Nagar, R., Lawson, V., McDowell, L., et Hanson, S. (2002). Locating globalization: feminist rereadings of the subjects and spaces of globalization. *Economic Geography* 78: 257-284.
- Nyers, P. (2004). Introduction: What's Left of Citizenship? *Citizenship Studies* 8(3): 203-215.
- Oldfield, S., Salo, E., et Schlyter, A. (2009). Editorial: Body Politics and the Gendered Crafting of Citizenship. *Feminist Africa* 13 (1-10).
- Oswin, N. (ed). (2012). Forum la grève étudiante au Québec. *Environment and Planning D: Society and Space*. Available at: <http://societyandspace.com/2012/07/06/forum-on-the-quebec-student-strikes/>
- Pain, R. (2009). Globalized fear ? Towards an emotional geopolitics. *Progress in Human Geography*. 33(4) : 466-486.
- Pedrazzini, Y. et Sanchez, M. R. (1998). *Malandros : Bandes, gangs et enfants de la rue – la culture d'urgence dans la métropole latino-américaine*. Paris : Éditions Charles Léopold Mayer/Desclé de Brouwer.
- Salée, D. (2001). De l'avenir de l'identité nationale québécoise. In *Repères en Mutation: Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*. (J. Maclure et A-G. Gagnon, dir). Montréal: Éditions Québec-Amérique, p. 133-164.
- Shamir, R. (2005). Without Borders? Notes on Globalization as a Mobility Regime. *Sociological Theory* 23(2): 197-217.
- Staeheli, L. (2011). Political geography: Where's citizenship. *Progress in Human Geography*. 35(3): 393-400.
- Thériault, N. (2011). Jours troubles en terre québécoise. *Le Devoir*. 5 novembre. <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/335314/jours-troubles-en-terre-quebecoise> (consulté le 11 juin 2012).